

HIDALGO!2022

**MANIFESTE DU
NUMÉRIQUE**

#Hidalgo2022



Construire une gouvernance du numérique

1 Instituer un Ministère du numérique

Nos services gouvernementaux souffrent actuellement d'un manque de coordination quant à la gestion du numérique. Nous créerons donc un Ministère du numérique, autonome puisque détaché du Ministère de la cohésion territoriale, et puissant. Par son caractère transversal, il permettra d'accorder l'action interministérielle.

2 Instaurer un observatoire du développement de la 5G

Le développement de la 5G est d'abord un enjeu stratégique : nos entreprises ne peuvent se passer de cet outil indispensable à leur fonctionnement, au risque d'être concurrencées déloyalement par leurs homologues européens. En conséquence, il importe que cette technologie soit massivement étendue à nos territoires. Nous y veillerons par la création d'une cellule nationale du développement de la 5G, constituée d'experts et d'acteurs de la société civile (usagers et entreprises).

3 Concevoir une stratégie nationale et européenne de développement de la crypto monnaie

Nous souhaitons accompagner stratégiquement le développement de la crypto monnaie : des guichets de financement seront créés à destination des investisseurs publics. Le futur gouvernement s'attachera également à prévenir la constitution de plateformes hégémoniques par l'adoption d'une législation anti-trust. En parallèle, il est nécessaire de s'associer dans un cadre communautaire, à l'échelle de l'Union Européenne, pour la transition numérique. Un marché commun efficace et prospère suppose une harmonisation des législations nationales et l'adoption d'un cadre réglementaire européen quant à la gestion des crypto monnaies et de la *blockchain*. Cet effort nous permettra de peser face aux marchés extra-européens. Ces nouvelles technologies offrent également de nouvelles potentialités en matière de protection environnementale.

Renforcer la sécurité de nos systèmes informatiques

1 Interdire l'assurabilité des rançongiciels

Nous devons interdire l'assurabilité des rançongiciels pour éviter que des attaques informatiques (phishing, malware...) soient payées en crypto monnaie, sans que la justice puisse poursuivre les agresseurs. L'ensemble des acteurs pouvant être touchés aujourd'hui n'ayant pas pris des mesures de protection suffisantes. Nous devons passer par un règlement européen, et par une disposition législative expresse dans le code des assurances.

2 Encourager le développement d'un écosystème français de la cybersécurité

Nous devons promouvoir davantage le site cybermalveillance.gouv.fr en lien avec l'ANSSI et les gendarmes spécialisés pour sensibiliser l'ensemble de nos concitoyens et mieux former l'ensemble des salariés sur des gestes de base de la cybersécurité. Aussi décliner des équipes de réponse aux incidents informatiques dans les Régions et inclure la cybersécurité dans les schémas régionaux de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII) afin de sensibiliser les collectivités locales.

Dans un futur proche, des étudiants disposant des compétences numériques adéquates pourraient effectuer leur service civique dans les campus numériques en cours de déploiement.

3 Mettre la cybersécurité à la portée des citoyens

Nous devons élaborer des plans nationaux de prévention des cyber risques, afin de coordonner la réponse des pouvoirs publics et des acteurs privés en cas d'attaque numérique systémique affectant une part significative des Français. La formation doit devenir un axe majeur de notre politique. En effet dans les cours de technologie au collège et tout au long de la vie nous devons former les citoyens aux gestes de base et montrer qu'aujourd'hui, nous n'allons pas sur le Web, nous vivons sur le Web.

Garantir l'accessibilité des outils numériques

1 Étendre le réseau internet aux zones blanches dans un souci de justice sociale et environnementale

Actuellement, 3% de nos territoires ne sont couverts par aucun réseau internet. Ils sont de ce fait exclus d'un outil devenu indispensable à la marche de l'économie. Notre politique sera donc de déployer au maximum le réseau internet dans nos territoires plus reculés et d'en intensifier le débit. Cependant, ce programme se doit d'éviter deux écueils, environnementaux et sociaux. Par rapport aux risques climatiques, le déploiement de tels réseaux respectera strictement la biodiversité rurale. Sur le plan social, nous veillerons à ne pas créer deux types de territoires, à deux vitesses différentes, quant à l'accès à internet. C'est pourquoi nous proposons que chaque installation d'antenne 5G implique la couverture de trois intercommunalités en fibre haut-débit.

2 Doubler les moyens humains de l'inclusion numérique

Le numérique a bouleversé et continue de bouleverser en profondeur notre économie, nationale et européenne. Si nous sommes favorables à l'accompagnement de ce vaste mouvement, celui-ci ne doit pas oublier en chemin nos concitoyens les moins familiers avec les nouvelles technologies. En conséquence, nous prévoyons de doubler le nombre d'aidants numériques présents dans notre pays, passant de 4000 personnes à 8000. En outre, nous ne permettrons pas à un individu d'être situé à plus de 20 minutes en voiture d'un établissement France Services.

3 Proposer un chèque à l'équipement numérique

Toujours dans une optique de garantir une meilleure accessibilité aux outils numériques, nous créerons un chèque-équipement d'une valeur de 500 euros. Celui-ci permettra de financer l'obtention ou le rachat d'appareils numériques nécessaires à l'activité économique (ordinateurs, tablettes connectées). Cette aide sera accompagnée d'une obligation de suivi d'une formation dédiée à l'usage du numérique.

Engager les plateformes numériques dans la poursuite du bien commun

1 Mener une politique de labellisation écologique exigeante

Il est nécessaire d'associer le secteur privé à cette transition écologique du numérique : son succès dépend de leur implication. Les GAFAM, qui assurent l'essentiel des opérations numériques en France, seront incités à œuvrer dans cette lutte contre le réchauffement climatique par un système de labellisation. Afin d'éviter que ces entreprises n'agissent pas uniquement dans un but lucratif par un simple greenwashing, cette politique ambitieuse sera strictement encadrée par les services de l'État. Nous obligerons chaque livraison de ces plateformes à indiquer son bilan carbone, afin que le consommateur puisse s'orienter vers les solutions les moins polluantes.

2 Exiger la transparence des algorithmes des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux sont un média d'expression efficace, de débat et d'échanges qui contribuent à la vitalité de notre démocratie. Pour autant, une règle claire doit guider le contenu présent sur les réseaux sociaux. Une meilleure modération passe donc par le fait d'imposer aux GAFAM la transparence sur les moyens et algorithmes employés pour administrer le contenu en français sur leurs plateformes. Il s'agit d'une première étape nécessaire pour avoir un état des lieux global de la modération dans notre pays et fixer un seuil minimum de modération. La seconde étape consiste à sanctionner les GAFAM qui contreviendraient au principe de transparence ou qui ne respecteraient pas le seuil minimum de modération.

3 Aligner ces plateformes sur le droit français

Notre action en ce domaine se divisera en deux points. D'une part, nous mettrons fin à la situation des travailleurs liés aux plateformes numériques, comme les livreurs, considérés aujourd'hui comme des travailleurs indépendants alors qu'ils n'ont aucune maîtrise de leurs conditions de travail et de rémunération.

La loi établira en leur faveur une présomption de salariat afin qu'ils accèdent à l'ensemble des droits des salariés (SMIC, protection sociale, etc.). La charge de la preuve sera inversée et incombera aux dirigeants des plateformes. D'autre part, nous souhaitons imposer une fiscalité similaire aux entrepôts des plateformes d'e-commerce qu'aux autres surfaces commerciales, puisqu'ils engendrent la même perte de recettes agricoles et financières par leur superficie.

Permettre la réindustrialisation de notre économie par le numérique

1 Assurer la réparabilité des objets connectés

Nous voulons réduire le taux de la TVA pour les filières de réemploi et de reconditionnement d'équipements électroniques. Cette mesure permettra aux consommateurs d'acheter ces équipements, nécessaires à la transition numérique, à un coût réduit. Elle créera également un fertile au mouvement de réindustrialisation que nous engagerons. Enfin, elle encouragera à la sobriété énergétique en favorisant le recyclage de ces outils.

2 Accompagner le développement des start-up du numérique

Plutôt que de se cantonner à un rôle de distribution de subventions à ces entreprises (qui, en outre, ne permet pas un contrôle effectif de cet usage de capital), l'État assurera directement des commandes publiques aux start-up. En plus de garantir l'achat des meilleurs matériaux sur le marché, cette mesure permettra d'obtenir des outils efficaces pour nos services publics, dont la transition numérique est un sujet de première importance. Aussi, la place dédiée aux start-up d'État sera revue dans la future administration. Ce programme permet le développement d'outils efficaces à destination de nos services publics, notamment par une plus grande dématérialisation et numérisation des démarches administratives et services publics. Toutefois, si leur rôle primordial est largement reconnu par les usagers, ces start-up d'État sont actuellement sous-dotées financièrement par le Secrétariat d'État au numérique. La candidate socialiste propose donc d'augmenter leur budget annuel.

3 Mettre en place un cloud français

Le marché du cloud dans notre pays est actuellement dominé par des acteurs non seulement étrangers mais extra-européens. En conséquence, l'exploitation des données, précieuses ressources économiques, échappe à nos marchés. Nous souhaitons donc développer un cloud français, main dans la main avec nos collectivités territoriales par la fondation d'un SRADDET du numérique. Il imposera le stockage des données les plus sensibles au sein de Data center français tout en exigeant une plus grande transparence aux logiciels sur les lieux d'hébergement de leurs données. Il aura aussi pour but de garantir une concurrence juste et équitable sur le marché du cloud, aujourd'hui massivement dominé par les multinationales américaines.

HIDALGO!2022

**Pour une gauche sociale,
écologiste et républicaine**

